



Volume 7 no 29 | 6 avril 2023

Élection au comité exécutif 2023-2027

Avez-vous des questions à poser aux personnes candidates?

La semaine dernière, nous vous avons dévoilé le nom des [dix-sept personnes candidates](#) à l'un des sept postes mis en élection au comité exécutif. Nous dévoilerons leurs programmes à la page Web du SPGQ sur les [élections au comité exécutif](#), le 24 avril prochain.

Entre-temps, pour discuter de leurs programmes, les personnes candidates peuvent recevoir des invitations de la délégation (instances) et des comités du SPGQ. Le comité électoral a balisé ces rencontres et vous informe des contraintes liées à l'activité :

- les rencontres doivent se tenir avant le 26 avril 2023 ;
- l'invitation doit être faite à toutes les personnes candidates simultanément ;
- L'invitation doit être faite 72 heures ou plus avant la rencontre ;
- le comité électoral doit également recevoir l'invitation dans le même délai ;
- lorsque nécessaire, les frais inhérents de l'activité (libérations, frais de déplacement et repas) sont à la charge de l'instance. Conséquemment, vos crédits budgétaires doivent être suffisants pour tenir l'activité.

Par ailleurs, dans le cadre de l'enregistrement d'une vidéo d'une réunion d'information simulée, nous voulons vous entendre en recueillant des questions qui seraient posées aux personnes candidates pendant l'enregistrement. Écrivez-nous à election@spgq.qc.ca, en mentionnant votre nom, votre unité syndicale, vos coordonnées pour vous joindre, et votre question. Peut-être sera-t-elle sélectionnée.

En terminant, voici des statistiques sur les candidatures autorisées :

- 2 équipes complètes et 3 personnes candidates indépendantes s'affrontent ;
- Il y a 9 hommes et 8 femmes ;
- 9 personnes candidates proviennent de l'unité fonction publique, alors que les 8 autres proviennent des unités parapubliques ;
- 9 personnes candidates proviennent de la région de Montréal, 7 de la région de Québec et 1 des autres régions.

Le comité électoral



Fin des conventions collectives dans le secteur public

Des syndicats de la fonction publique réclament des actions concrètes pour contrer les impacts de la pénurie de main-d'œuvre

QUÉBEC, le 4 avril 2023 – Les conventions collectives du secteur public étant échues, des syndicats représentant plus de 50 000 travailleuses et travailleurs de la fonction publique au Québec pressent le gouvernement Legault d'accélérer le processus de négociation et de bonifier significativement ses offres salariales. « Nos demandes sont raisonnables dans un contexte toujours marqué par la rareté de la main-d'œuvre et l'importance de l'inflation. Le gouvernement du Québec sous-paie son personnel comparativement aux autres employeurs du secteur public et, conséquemment, cela pèse de plus en plus lourd sur les services publics au Québec et sur leur capacité à demeurer disponibles pour la population », expriment les organisations syndicales regroupant les SFPQ, SPGQ, APIGQ, SPEQ, SCSGQ et la FCCRQ.

Les organisations syndicales tiennent à rappeler que l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est maintenu au-dessus de 5 % en février dernier par rapport à l'année précédente et que pour l'année 2022, l'IPC a été de 6,60 %. « Pendant ce temps, le gouvernement propose des augmentations de salaire durant les cinq prochaines années largement sous l'inflation. Une ineptie qui contribuera à faire fuir, autant le personnel en poste que celles et ceux qui lorgnaient un emploi dans la fonction publique du Québec, vers d'autres employeurs plus généreux comme le fédéral, les municipalités, les universités et le privé. L'absence de conditions attractives accentuera inévitablement les problèmes de pénurie de main-d'œuvre », témoignent les porte-parole syndicaux.

Il n'y a pas qu'en santé et en éducation que les conséquences du manque de personnel ne cessent de s'accumuler et d'être répertoriées dans les médias : retards dans le traitement des dossiers à la SAAQ, attente interminable au téléphone pour obtenir de l'aide, activités au ralenti dans les palais de justice, etc. « Des postes demeurent vacants pendant de longs mois parce qu'ils peinent à trouver preneurs. Les salaires et les conditions de travail sont peu attrayants. Ajoutons à cela le manque de flexibilité et d'ouverture du Secrétariat du Conseil du trésor relativement au télétravail et nous allons directement dans le mur. Les services vont pâtir de ce manque de personnel, c'est inévitable. On ne peut pas faire plus avec moins indéfiniment, nos membres sont à bout de souffle. Il est urgent de réunir les conditions gagnantes pour attirer la relève et retenir le personnel en place », indiquent d'une seule voix les organisations syndicales.

La rareté de la main-d'œuvre qualifiée découle aussi d'une orientation politique favorisant le recours disproportionné à la sous-traitance, un frein évident au renforcement de l'expertise interne du gouvernement. « Le manque de personnel entraîne aussi l'affaiblissement de l'expertise interne du gouvernement qui est de plus en plus dépendant de ressources externes, que ce soit dans les technologies de l'information ou encore en ingénierie, pour ne nommer que ceux-là. La liste des emplois en pénurie dans la fonction publique est longue comme le bras : professeurs, psychologues, inspecteurs, architectes, ouvriers, etc. La réalité, c'est que les employés de la fonction publique ne cessent de s'appauvrir et ils sont de plus en plus nombreux à quitter leur poste afin d'obtenir de meilleures conditions ailleurs. Nous voulons négocier des conditions de travail qui assureront la pérennité des services de la fonction publique », concluent les organisations syndicales.

Dans les médias

[Négociations: il n'y a pas que l'éducation et la santé, dit la fonction publique](#)

Le Devoir, 4 avril 2023

[Négociations: il n'y a pas que l'éducation et la santé, dit la fonction publique](#)

L'actualité, 4 avril 2023

[Négociations: il n'y a pas que l'éducation et la santé, dit la fonction publique](#)

Noovo, 4 avril 2023

Écho de Laval, 4 avril 2023

Projet de loi sur la santé et les services sociaux

Le SPGQ inquiet pour l'avenir du système de santé

Québec, le 29 mars 2023 — Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) est inquiet à la suite du dépôt, ce matin, du projet de loi 15 visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, n'a pas démontré en quoi la scission de son ministère allait rendre le réseau plus efficace. « Avec cet autre exemple de démantèlement de l'État, nous allons surtout assister à la déresponsabilisation du ministre et à une réduction de son imputabilité », estime Guillaume Bouvrette, président du SPGQ.

[LIRE LE COMMUNIQUÉ COMPLET.](#)

Dans les médias

[La réforme de la santé au Québec déçoit les syndicats du réseau](#)

Radio-Canada, 29 mars 2023

Atelier sur la politique environnementale

Dans le cadre de ses travaux en environnement, le SPGQ souhaite, en concordance avec les orientations prises lors de son dernier congrès, se doter d'une politique environnementale. Pour ce faire, un sondage a été envoyé aux membres dans le dernier mois. Des ateliers de travail sont également prévus afin de discuter avec les membres des enjeux environnementaux qui les préoccupent et d'élaborer une politique rassembleuse.

Si cela vous intéresse de participer aux ateliers de travail, c'est donc l'occasion de vous inscrire à notre journée d'ateliers qui se tiendra le jeudi 20 avril prochain à l'Université de Sherbrooke à Longueuil. Pour participer à la journée d'ateliers, vous devez vous inscrire [par ce formulaire](#). Faites vite, les places sont limitées.

Prenez note que le but de cette journée d'ateliers de travail n'est pas de remettre en question la pertinence de l'action syndicale en environnement ou de remettre en question la pertinence de faire une politique environnementale. La prémisse commune de départ de ces travaux est de doter notre organisation syndicale d'une politique représentative de ses membres et de leurs préoccupations.

Un bloc de chambres a été réservé à l'hôtel Sandman situé au 999, rue de Sérigny à Longueuil. Pour bénéficier du tarif préférentiel, veuillez faire votre réservation en téléphonant au 1 800-493-7303 et mentionner le code du groupe : SPGQAVRIL.

Fin des conventions collectives

Mobilisation dans différents cégeps

Plusieurs membres des cégeps du SPGQ ont tenu des activités de mobilisation intersyndicales afin de souligner la fin de leur convention collective.

D'ailleurs, le SPGQ invite tous ses membres

dont la convention collective vient de se terminer à installer les [arrière-plans lors des visioconférences](#) internes.



Expertise

Dossier spécial négó!

RAPPEL – Le [dossier de mars 2023 de L'Expertise](#) se concentre sur les négociations.

Au menu :

- État des négociations
- Négociation : les grands enjeux du SPGQ
- Assurance collective : vos employeurs doivent faire mieux
- Cinq bonnes idées de mobilisation

Bonne lecture!



Caisse de l'Administration et des Services publics

Le programme de bourses est de retour

Rappel - Le programme de bourses exclusif aux membres du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec et leurs enfants s'adresse aux personnes aux études du secondaire au niveau universitaire. Quinze bourses seront offertes pour un montant total de 20 000 \$.

À vous d'agir d'ici au 30 avril 2023 pour remplir le [formulaire d'inscription](#) et accéder au [règlement](#).

Bonne chance!



Ce bulletin d'information est une réalisation de :

- Nathalie Côté, conseillère en communication
- Philippe Desjardins, conseiller en communication
- Rachel Hogue, technicienne administrative aux communications

Pour joindre l'équipe des communications : communications@spgq.qc.ca

>> Consultez spgq.qc.ca/publications



[SPGQ - Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec](#)
(Adresse temporaire jusqu'à octobre 2023)

Façades de la Gare, 400, boul. Jean-Lesage, bureau 260
Québec (Québec) G1K 8W1

[Se désabonner des publications du SPGQ](#)